

L'info

décryptée

QUESTIONS À

Hervé BAUDUIN, patron de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) Lorraine et chef de file de France Industrie en Grand Est

« Décarboner est nécessaire mais demandera de gros investissements »

La décarbonation est-elle réellement un sujet de premier plan pour les industriels ?

C'est même un sujet très sensible, d'autant plus dans le contexte, que je crois durable, d'un coût de l'énergie qui s'accroît remarquablement. Pour l'industrie européenne en général et française en particulier, la situation est grave et le risque de désindustrialisation réel. Au cœur de cet enjeu, il y a, je crois, la capacité des entreprises industrielles à faire face aux gros investissements qui sont nécessaires pour conduire la décarbonation de nos activités. Et la question centrale est : comment gérer cette nécessité en conservant notre compétitivité à l'international ?



Hervé Bauduin est président de l'UIMM Lorraine et chef de file de France Industrie en Grand Est. Photo d'archives ER/ Patrice Saucourt

Le secteur n'a pas découvert la nécessité de décarboner il y a quelques mois...

Bien sûr que non ! Beaucoup de choses ont déjà été engagées, notamment pour des questions évidentes de maîtrise des coûts mais pas seulement. Ce qui était « simple » a d'ailleurs été fait : les économies quotidiennes liées à la vigilance des personnels, l'automatisation des systèmes de pilotage pour optimiser les process, etc. Aujourd'hui, nous sommes dans une autre phase : il s'agit de réorienter nos consommations en gaz notamment vers l'électricité ou encore l'hydrogène. Prenez l'exemple de Setforge à Bouzonville par exemple : ils ont réagi bien avant la crise et ont déjà réduit de 40 % leur consommation de gaz. La question qui se pose pour eux comme pour ceux qui emprunteront cette voie est, dès lors : le pays est-il en capacité de fournir l'électricité qui sera nécessaire à cette conversion ? Et à quel tarif ?

Vous avez des doutes là-dessus ?

Le fait est que les politiques conduites depuis des années maintenant, notamment concernant le parc nucléaire, n'ont pas franchement été dans ce sens. Aujourd'hui, nous avons un problème de souveraineté et de coût. Concernant le défi quantitatif, il est à venir : à l'horizon 2034, les besoins en électricité vont être multipliés par deux ! Y faire face va nécessiter des investissements importants. Quant à la question du coût, elle devra être réglée à l'échelle européenne. Faute de quoi, la France devra prendre ses responsabilités ! C'est à ces conditions que la compétitivité des industriels français sera préservée, voire restaurée. Alors les entreprises pourront investir massivement dans la décarbonation, qui est une réelle nécessité.

L'État peut-il appuyer d'autre manière ce mouvement ?

Sans doute en assurant le niveau de production et le dimensionnement du réseau. Pour le reste, si les entreprises ont les moyens d'investir, elles savent faire. Encore faut-il que nous puissions nous appuyer sur des perspectives sérieuses. Et pour cela, le pays doit conduire une réflexion de fond, systémique, sortir des approches politiciennes et du mirage des énergies intermittentes. Vous savez, pour les industriels, le nucléaire n'est pas un dogme : c'est simplement l'outil le plus pertinent et le plus propre dont nous disposons aujourd'hui.

**Propos recueillis par
Hervé BOGGIO**

“ Aujourd'hui, nous sommes dans une autre phase : il s'agit de réorienter nos consommations en gaz notamment vers l'électricité ou encore l'hydrogène. ”

Hervé Bauduin, patron de l'UIMM (Union des industries et métiers de la métallurgie) Lorraine